

6 novembre 2001 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de M. Jacques Chirac, Président de la République, et M. George W. Bush, Président des Etats-Unis d'Amérique, sur la solidarité de la France avec les Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme, le soutien de la France aux actions militaires américaines en Afghanistan et la nécessité d'une solution politique à ce conflit, Washington, le 6 novembre 2001.

LE PRESIDENT BUSH - Bonjour, c'est un honneur pour moi d'accueillir à nouveau mon ami personnel à Washington. Merci, Monsieur le Président. Nous avons eu une bonne discussion sur les efforts communs que nous menons contre le terrorisme. J'ai remercié le Président et le peuple et le gouvernement français pour leur appui solide. Je vous remercie pour votre assistance militaire.

Nous reconnaissons que la guerre contre le terrorisme est plus qu'une action militaire en Afghanistan. Nous avons une obligation d'aider l'Afghanistan, le peuple afghan. Nous devons veiller à ce qu'il y ait un gouvernement après les Taleban, qui partage les valeurs de nos deux pays. Ainsi, nous avons eu une bonne discussion.

J'accorde beaucoup de valeur aux conseils que m'a donnés le Président et ami. Donc, je vous remercie, Monsieur le Président, d'être revenu ici.

LE PRESIDENT - Merci aussi, Monsieur le Président, c'est avec un grand plaisir que je me retrouve avec vous. Vous, dont j'admire le calme et la détermination dans les épreuves auxquelles nous sommes confrontés. La responsabilité ultime d'un responsable politique, d'un chef d'Etat ou de gouvernement, c'est d'assurer la sécurité de son peuple. C'est ce que fait, dans des conditions difficiles, le Président BUSH. C'est ce que je fais, c'est ce que chacun d'entre nous doit faire. Et pour bien assurer cette sécurité, il faut bien entendu utiliser tous les moyens internes qui conditionnent la sécurité et aussi les moyens internationaux, comme notamment la nécessaire éradication du terrorisme tel qu'on le voit aujourd'hui.

Dans cet esprit, nous avons évoqué les actions militaires et le soutien de la France, l'indispensable action politique pour mettre en place les structures d'un Etat moderne en Afghanistan, les exigences urgentes d'une aide humanitaire qui s'impose non seulement pour les réfugiés mais également pour l'ensemble de la population afghane et aussi, bien entendu, les crises qui, de par le monde, risquent d'apporter de l'eau au moulin du terrorisme. Je pense en particulier au Moyen Orient et à la nécessité de retrouver là-bas le processus de paix.

Sur tous ces sujets, j'ai voulu apporter ma contribution à la réflexion générale et donner au Président des Etats-Unis mon sentiment dans l'intérêt général.

QUESTION - Ce matin, Monsieur le Président, vous avez dit que les terroristes essayaient d'obtenir des armes de destruction massive. Pouvez-vous nous dire dans quelle mesure ils sont prêts à obtenir une bombe nucléaire ou une bombe qui serait capable de disperser des déchets

près d'obtenir des armes nucléaires ou des armes qui seraient capables de dépasser les capacités nucléaires aux Etats-Unis ? Et, à Monsieur le Président CHIRAC, vous avez dit que vous aviez deux mille soldats que vous étiez prêt à engager dans l'effort américain. Pouvez-vous nous dire combien de soldats se trouvent sur place en Afghanistan ?

LE PRESIDENT BUSH - Ce matin, en effet, j'ai dit qu'Oussama Ben Laden et Al Qaida essayaient d'obtenir des armes de destruction massive. Parce qu'en fait, je reprends ses propres paroles, il a annoncé qu'il avait cette intention. Et je pense qu'il faut le prendre au sérieux. Nous allons veiller à ce qu'il ne détienne pas ces armes de destruction massive. S'il n'en a pas, nous allons veiller à ce qu'il n'en obtienne pas. Et s'il les obtient, nous allons faire en sorte qu'il ne puisse pas les déployer. Voilà pourquoi nous continuons à chercher à trouver tous les membres d'Al Qaida et à les traduire en justice. Je pense qu'Oussama Ben Laden est un homme maléfique. Et donc je pense qu'il est tout à fait possible qu'il essaie de développer des armes maléfiques et de les utiliser. Voilà pourquoi nous devons continuer à oeuvrer pour maintenir, pour faire respecter la civilisation telle que nous la connaissons. Et nous allons continuer sans désespérer de faire une pression militaire en Afghanistan. Voilà pourquoi nous devons remporter cette guerre et, comme je l'ai dit ce matin au Président Chirac, nous allons gagner.

LE PRESIDENT - Je n'ai pas dit que la France était prête à mettre 2000 hommes à la disposition des opérations militaires. J'ai dit que la France avait 2000 hommes, soldats, marins et aviateurs, engagés actuellement dans les opérations militaires.

QUESTION - On est dans la phase militaire qui va se poursuivre, nous l'avons bien compris. Est-ce que vous avez déjà commencé à parler de la phase politique, avec peut-être l'implication plus prononcée, dans les temps qui viennent, dans les semaines à venir, de l'Organisation des Nations Unies pour régler le problème afghan ?

LE PRESIDENT - Oui, naturellement. L'action militaire est indispensable mais elle n'est pas la seule. Et les Américains et les Alliés font un très gros effort pour accélérer la mise en place d'une solution politique en Afghanistan et, de ce point de vue, nous soutenons l'action menée par M. Brahimi, de même que nous sommes très engagés dans une accélération et une amélioration de l'aide humanitaire. De tous ces sujets, nous avons naturellement parlé. Ils sont complémentaires, comme d'ailleurs d'autres sujets, qui n'ont pas été évoqués jusqu'ici et que nous avons étudiés aussi, et qui concernent la lutte contre le financement du terrorisme, la lutte contre les abris que peuvent trouver les terroristes ici ou là, pour des raisons de législations nationales, et l'ensemble des moyens qui permettent de lutter contre les facilités que trouve le terrorisme dans les systèmes démocratiques.

QUESTION - Vous avez dit ce matin que la sympathie et les mots n'étaient pas suffisants. Il fallait que les nations prennent également des actions. A quelles nations pensiez-vous ?

LE PRESIDENT BUSH - Je vais faire un discours devant l'ONU samedi et je louerai les nations qui se sont jointes à nous dans notre coalition. Mais les membres d'une coalition doivent faire davantage qu'exprimer leur sympathie. Ils doivent prendre des actions. Ici, nous avons un partenaire qui a pris des actions. Nous avons travaillé ensemble. Mais une coalition signifie des choses différentes pour des nations différentes. Certaines nations ne veulent pas envoyer des troupes et je les comprends. Mais toutes doivent prendre des mesures pour lutter contre le terrorisme. Et voilà donc ce que je vais dire dans mon discours à l'ONU. Mais le moment viendra où toutes les nations devront décider si elles sont pour le terrorisme ou contre. Voilà une partie de mon discours samedi.

LE PRESIDENT - Juste un mot pour rappeler que le Conseil de Sécurité des Nations Unies, dans sa résolution 1373, a reconnu le bien fondé de la réaction américaine et l'obligation pour toutes les nations de souscrire aux exigences de la lutte contre le terrorisme. Chacune doit le faire avec ses moyens, mais aucune n'est fondée à refuser son assistance à la lutte contre le terrorisme. C'est la légitime défense qui a été reconnue pour les Américains par l'ONU.